Les crimes contre l'humanité dans la réponse du gouvernement brésilien au Covid-19

Deisy Ventura, Fernando Aith, Rossana Rocha Reis

▶ **To cite this version:**

Deisy Ventura, Fernando Aith, Rossana Rocha Reis. Les crimes contre l'humanité dans la réponse du gouvernement brésilien au Covid-19. Journal de droit de la santé et de l'assurance maladie, 2022, 31. hal-03955510

HAL Id: hal-03955510
https://hal.science/hal-03955510

Submitted on 25 Jan 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Fernando Aith.
Avocat, Professeur Titulaire de Droit de la Santé à l'Université de São Paulo – Brésil ; Directeur du Centre de Recherches en Droit de la Santé de l'Université de São Paulo, Brésil (Cepedisa/USP)

Deisy Ventura
Directrice du Doctorat en Santé mondiale et développement durable de la Faculté de Santé publique de l'Université de São Paulo (USP)

Rossana Rocha Reis
Professeur de sciences politiques et relations internationales à l'Université de São Paulo (USP)

Les crimes contre l'humanité dans la réponse du gouvernement brésilien au covid-19

La pandémie de Covid-19 au Brésil, jusqu'à novembre 2021, a infecté plus de 21 millions de personnes et en a tué plus de 615 000. Dès le départ, elle s'est caractérisée au Brésil par un comportement désastreux et négationniste de la part des autorités fédérales et une intense production normative et juridique à la portée des États et des Communes, qui ont innové à plusieurs égards, notamment dans les domaines des mesures restreignant les libertés, comme la quarantaine, l'isolement et la vaccination obligatoire. Une recherche menée par le Centre de recherche en droit de la santé de l'Université de São Paulo (Cepedisa/USP) a identifié les principaux aspects juridiques qui ont marqué la conduite de la pandémie par le gouvernement brésilien et a servi de base à une commission d'enquête parlementaire ouverte par le Sénat fédéral pour enquêter sur les responsabilités dans la tragédie brésilienne[1].

Après près de six mois, l'enquête sur la pandémie de la COVID-19 au Brésil, menée par une Commission Parlementaire du Sénat brésilien, a mis fin à ses procédures en recommandant l'inculpation des autorités fédérales, des aides du gouvernement et des entreprises pour de nombreux crimes commis pendant la pandémie[2]. Le premier sur la liste est le président du Brésil, Jair Bolsonaro, qui est accusé d'avoir commis des crimes tels que la «prévarication» (l'inexécution ou le retard de fonctions publiques pour des raisons d'intérêt personnel) ; le charlatanisme, la promotion de fausses guérisons ; et la propagation du virus. Il a également été accusé de « crimes de responsabilité », énoncés dans la constitution brésilienne, qui sont passibles de la destitution en raison de l'incompatibilité de sa conduite avec la dignité, l'honneur et le décorum attendus de la fonction présidentielle.

Le rapport de la Commission Parlementaire est bien détaillé et nous offre une lecture explosive et bouleversante sur le comportement de plusieurs membres du gouvernement fédéral au long de la pandémie. Cependant, c'est dans son accusation que Bolsonaro a commis des crimes contre l'humanité que l'enquête apporte une contribution précieuse à la santé mondiale et à l'avenir des réponses mondiales à la pandémie[3].

Dans son rapport, la Commission décrit une stratégie systématique, commençant par le président, qui a conduit les gens à adopter des comportements dangereux pour leur vie et leur santé. Sur la base de l'article 7 du Statut de Rome (le traité qui a établi la Cour pénale internationale), Bolsonaro et d'autres ministres ont été inculpés de crimes d'extermination, de persécution et d'autres actes inhumains. Dans sa première version, le rapport avait également identifié le crime de génocide contre les communautés autochtones, mais cela a été retiré du rapport final en raison d'une dissidence parmi les sénateurs.

Le gouvernement fédéral du Brésil a fait tout ce qui était en son pouvoir pour laisser la COVID-19 suivre son cours naturel avec une politique publique destinée à encourager les gens à être infectés ; à recommander l'utilisation de traitements inefficaces dans le cadre des politiques officielles ; et à la diffusion d'informations erronées sur les mesures préventives telles que la distanciation sociale, les masques et les vaccins. Le président a également déclaré la guerre aux gouvernements locaux qui ont adopté des mesures pour contenir le virus et sillonné le pays pour organiser et soutenir le rassemblement de milliers de personnes[4]. Un geste symbolique de la démagogie imprudente et antiscience du Président Brésilien s'est produit lorsque le président, lui-même sans masque, a retiré un masque du visage d'un

1 - Cet article est une adaptation et une mise à jour d'un autre article publié par les auteurs avec les résultats de cette recherche par Ventura D, Aith F, Reis R. La réponse catastrophique du Brésil au Covid-19 peut constituer un crime contre l'humanité. Avis BMJ. Avril 2021. https://blogs.bmj.com/bmj/2021/04/05/the-catastrophic-brazilian-response-to-covid-19-may-amount-to-a-crime-against-humanity/.

2 - Résumé des travaux de la Commission d'enquête parlementaire sur la pandémie jusqu'au 17 octobre 2021 [portugais]. https://static.poder360.com.br/2021/10/Relatorio_CPI-da-Covid-19.out_.2021.pdf.

3 - Ventura D, Aith F, Reis R. Crimes against humanity in Brazil's covid-19 response—a lesson to us all *BMJ* 2021; https://www.bmj.com/content/375/bmj.n2625.

4 - Ventura D, Aith F, Reis R. La réponse catastrophique du Brésil au covid-19 peut constituer un crime contre l'humanité. Avis BMJ, avril 2021. https://blogs.bmj.com/bmj/2021/04/05/the-catastrophic-brazilian-response-to-covid-19-may-amount-to-a-crime-against-humanity/.

enfant lors d'un rassemblement géant[5].

L'idée d'immunité collective par contagion a été utilisée pour justifier les actions de Bolsonaro, mais cette approche a été largement démystifiée, car il n'est pas viable de lutter contre une pandémie en laissant la maladie se propager à grande échelle. Plus que cela, c'est une abomination d'un point de vue éthique et juridique, car elle entraîne des milliers de décès évitables, ainsi que la surcharge ou bien l'effondrement du système de santé.

À la demande de la Commission sénatoriale, le Centre de recherches en droit de la Santé de Université de São Paulo a présenté un rapport en mai 2021 qui a rassemblé plus de 200 éléments de preuve montrant l'intention du gouvernement fédéral de propager la COVID-19[6], sur la base de milliers de documents publics et de discours officiels. Pourtant, la commission sénatoriale est allée encore plus loin. Lors de séances diffusées au public à la télévision en direct, et suivies par un large public, elle a révélé que le retard pris par le gouvernement fédéral pour se procurer des vaccins était délibéré, entre autres conclusions. En outre, la Commission a rendu public le scandale impliquant la société de soins de santé « Prevent Senior », qui aurait utilisé des personnes (surtout âgés) comme sujets des recherches cliniques sans leur plein consentement et dans le cadre des efforts fédéraux pour prescrire des médicaments sans efficacité thérapeutique prouvée pour la COVID-19 (par exemple, la Chloroquine)[7].

Le gouvernement fédéral brésilien n'a jamais changé son plan d'action, même face à des résultats catastrophiques : plus de 21 millions de cas confirmés de COVID-19 et plus de 615 000 décès[8]. L'incapacité du gouvernement à mettre en œuvre des mesures préventives a fait payer un lourd tribut au système de santé, qui reste à prendre en compte, tout en gaspillant des ressources rares. Le système de santé brésilien s'est effondré à certains endroits, avec des hôpitaux à pleine capacité ou à court de fournitures, laissant les patients sans soins et le personnel de santé avec des blessures physiques et morales.

Malgré tout cela, et même après la publication du rapport de la Commission du Sénat, le Président continue de répandre de la désinformation sur la COVID-19. Un jour seulement après la lecture du rapport au Sénat, Bolsonaro a affirmé que des personnes au Royaume-Uni qui avaient reçu deux doses du vaccin contre la COVID-19 avaient contracté le sida[9].

Les sénateurs à la tête de la Commission entendent porter l'enquête devant le procureur de la Cour pénale internationale. Pour des raisons idéologiques, des centaines de milliers de décès évitables se sont produits dans un pays doté de l'un des systèmes de santé les plus solides du monde en développement, et qui aurait dû être en mesure de mettre en place une réponse robuste à la pandémie.

Ce cas devrait être une leçon pour les autres pays et pour les futures pandémies. Il est essentiel que nous empêchions d'autres gouvernements ailleurs dans le monde de laisser les pandémies suivre leur cours naturel dévastateur, sous prétexte de protéger l'économie et de glorifier les libertés sociétales sans protéger les personnes les plus vulnérables. Pour la sécurité future de la santé mondiale, la communauté internationale a le devoir de reconnaître qu'il s'agit d'un crime qui, bien qu'infligé au peuple brésilien, a visé et menacé l'ensemble de l'humanité.

Fernando Aith, Deisy Ventura & Rossana Rocha Reis

Références

1. Résumé des travaux de la Commission d'enquête parlementaire sur la pandémie jusqu'au 17 octobre 2021 [portugais]. https://static.poder360.com.br/2021/10/Relatorio_CPI-da-Covid-19.out_.2021.pdf

2. Ventura D, Aith F, Reis R. Crimes against humanity in Brazil's covid-19 response—a lesson to us all *BMJ* 2021; 375 :n2625 doi:10.1136/bmj.n2625 https://www.bmj.com/content/375/bmj.n2625

3. Ventura D, Aith F, Reis R. La réponse catastrophique du Brésil au covid-19 peut constituer un crime contre l'humanité. Avis BMJ. Avril 2021. https://blogs.bmj.com/bmj/2021/04/05/the-catastrophic-brazilian-response-to-covid-19-may-amount-to-a-crime-against-humanity/

4. Bolsonaro enlève le masque d'un enfant lorsqu'il vient la chercher ; voir la vidéo. Estado de Minas. Juin 2021. [portugais]. https://www.em.com.br/app/noticia/politica/2021/06/24/interna_politica,1280186/bolsonaro-tira-mascara-de-crianca-ao-pega-la-no-colo-veja-o-video.shtml

5. Brésil : La chronologie de la stratégie du gouvernement fédéral pour propager le covid-19. Cepedisa, École de santé publique, Université de Sao Paulo. Mai 2021. https://cepedisa.org.br/wp-content/up-loads/2021/08/LexAtlas-C19-Brazil-The-Timeline-of-the-Federal-Governments-Strategy-to- spread-Covid -19.pdf

6. Chaîne hospitalière brésilienne accusée d'avoir caché les décès de Covid et de donner des médicaments sans efficacité prouvée contre la Covid-19. Le gardien. Septembre 2021. https://www.theguardian.com/global-development/2021/sep/29/brazil-prevent-senior-hospital-chain-covid-accusations

7. Organisation mondiale de la santé. Tableau de bord du coronavirus de l'OMS (COVID-19). https://covid19.who.int

8. Facebook retire une vidéo de Bolsonaro affirmant que les vaccins causent le sida. L'indépendant. Octobre 2021. https://www.independent.co.uk/news/jair-bolsonaro-facebook-

5 - Bolsonaro enlève le masque d'un enfant lorsqu'il vient le chercher ; voir la vidéo. Estado de Minas, juin 2021. [portugais]. https://www.em.com.br/app/noticia/politica/2021/06/24/interna_politica,1280186/bolsonaro-tira-mascara-de-crianca-ao-pega-la-no-colo-veja-o-video.shtml.

6 - Brésil : La chronologie de la stratégie du gouvernement fédéral pour propager le covid-19. Cepedisa, École de santé publique, Université de Sao Paulo, mai 2021. https://cepedisa.org.br/wp-content/up-loads/2021/08/LexAtlas-C19-Brazil-The-Timeline-of-the-Federal-Governments-Strategy-to- spread-Covid -19.pdf.

7 - Chaîne hospitalière brésilienne accusée d'avoir caché les décès de Covid et de donner des médicaments sans efficacité prouvée contre le Covid-19. The guardian, septembre 2021. https://www.theguardian.com/global-development/2021/sep/29/brazil-prevent-senior-hospital-chain-covid-accusations.

8 - Organisation mondiale de la santé. Tableau de bord du coronavirus de l'OMS (COVID-19). https://covid19.who.int.

9 - Facebook retire une vidéo de Bolsonaro affirmant que les vaccins causent le sida. The independant., octobre 2021. https://www.independent.co.uk/news/jair-bolsonaro-facebook-aids-brazil-instagram-b1945130.html.